

ÉLUS ET ADMINISTRATEURS MESSINS SOUS LE DIRECTOIRE

Pendant la Révolution, Metz a donné à la France beaucoup d'hommes de talent : ils vont bientôt s'illustrer sur la scène parisienne. Certains en effet accompliront une fulgurante carrière nationale et pourront s'enorgueillir de compter au nombre des grands serviteurs de l'État. François Barbé-Marbois est de ceux-là : déjà il est vrai, sous l'Ancien Régime, le Roi avait su remarquer ses qualités et faire profiter l'État de ses services. Pierre-Louis Roederer pour sa part saisira l'occasion offerte par le déclenchement des événements révolutionnaires pour jouer un rôle important et moteur à Metz dans les premiers mois de la Révolution. Ce théâtre d'action lui paraît bien vite trop étroit, l'ambition le dévore, il rêve d'un destin national, il abandonne alors Metz pour Paris, manœuvre habilement. Dès 1792, il est élu Procureur-Général syndic du Département de la Seine. C'est pour lui le début d'une carrière politique qui s'épanouira pleinement après le coup d'État du 18 brumaire. Au régime bonapartiste Roederer devra ses titres les plus enviés et à la faveur de Napoléon sa fortune politique. Barbé-Marbois, plus enclin à servir l'intérêt général que ses intérêts personnels, ne dédaigne pas d'accomplir des missions plus modestes : il se remet au service de ses concitoyens messins sous la Convention Thermidorienne. Il sera Maire de Metz de janvier à octobre 1795 avant d'être de nouveau happé par son destin national. Ces hommes sont demeurés célèbres et la postérité garde en mémoire leur geste.

Plus obscurs en revanche sont les acteurs majeurs du jeu politique à Metz pendant la première phase de la période révolutionnaire et sous le Directoire, régime qui a plus particulièrement retenu notre attention. Vont alors s'illustrer au sein des organes de la Municipalité et du département, ou à leur tête, un certain nombre d'hommes issus de l'ancien milieu parlementaire messin, plus particulièrement de la basoche, quelques anciens officiers royaux, des négociants et artisans. En bref - ce qui n'étonne guère - des membres de la petite et moyenne bourgeoisie locale. Ralliés à la cause révolutionnaire, ces personnages, de peu de notoriété jusqu'ici, se montrèrent soucieux à la faveur des circonstances de devenir les notables du nouveau régime et de se constituer à leur tour des clients : leur comportement pérennise les pratiques éprouvées de l'Ancien Régime. D'opinions politiques diverses, proches cependant par leurs mentalités et leurs attitudes, ils lutteront, souvent à merci, pour le pouvoir et l'argent. Si la Révolution nous apparaît avec le recul du temps comme une hagiographie, elle ne constitue jamais qu'un épisode de la longue marche de l'Humanité et, comme elle, fut à la fois glorieuse et sordide.

Nous avons souhaité rappeler ici la carrière des élus et des administrateurs locaux qui exercèrent le pouvoir à Metz sous le Directoire.

Apercevant, chemin faisant, toutes les difficultés de l'entreprise, sans prétention à l'exhaustivité, nous avons rassemblé sur eux des éléments biographiques déjà connus, rectifiant au passage quelques erreurs contenues dans certains ouvrages déjà anciens, ajoutant quelques éléments nouveaux tirés des sources archivistiques que nous avons compulsées, dans le but d'en faciliter l'approche en vue d'études socio-politiques ultérieures.

Notices biographiques

AIX. La vie personnelle et la carrière antérieure de cet homme qui exerça les fonctions d'administrateur du département et en deviendra le Président nous sont inconnues. Jacobin bon teint, Aix fait partie de la clique de Thirion. Il est nommé administrateur du Département après la destitution en mars 1796 de l'Administration centrale élue. Il y siège à nouveau après le Coup d'État de Fructidor An V : il est élu Président de l'Administration centrale le 16 vendémiaire an VI (7 octobre 1797). Il est toujours en fonction lors du Coup d'État du 18 Brumaire. Selon des rapports secrets (très orientés) adressés au ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau, au sein d'une administration jugée « anarchique et cupide », Aix aurait été le seul à jouir d'une bonne réputation. On le considérait cependant « faible et peu éclairé ».

ALBERT (Louis-Hyppolite). Né et mort à Boulay (1759-1812), agent national et administrateur forestier du District de Sarrelibre en 1794, il exerça à Metz une profonde influence pendant la seconde partie de la Révolution. Volontiers décrit comme un homme ambitieux et cupide, intolérant, c'est un jacobin exalté, violemment hostile au clergé et aux émigrés. Il fut administrateur du Département sous la Convention. Nommé en ventôse an IV substitut adjoint à Barthélémy, Commissaire du Directoire près les Tribunaux civils et criminels de la Moselle, il devient le 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798), Commissaire du Directoire Exécutif près l'Administration centrale du Département, il est finalement destitué de ses fonctions le 19 messidor an VII (7 juillet 1799). Il fut l'artisan, avec Viville, de la scission du camp républicain aux élections de l'an VII. Il sera nommé juge consulaire sous le Consulat.

ARNOULD (Marie-Nicolas-Laurent), Metz (1753-1828), médecin. Ses opinions robespierristes se tempéreront au fil des années. Membre du Comité de surveillance de Metz, où il est Commissaire pour les prisons (1792-1795), il jouit à Metz d'une influence certaine. Il fut président de la Municipalité de Canton, nommé après la suspension de la Municipalité élue en mai 1796. Il sera réélu officier municipal le 5 germinal an VI et installé le 1^{er} floréal (20 avril 1798), et reconduit l'année suivante dans ses fonctions de Président de l'Administration Municipale de Canton, où il demeure jusqu'aux premières nominations du Consulat (avril 1800).

AUBERTIN (Jean) (1747-1813). Ce commerçant né à Pange est élu officier municipal en 1790, et devient administrateur du Département. Nommé membre du Conseil de District de Metz lors de l'épuration de Genevois le 25 janvier 1795, il est élu officier municipal aux élections de l'an IV et devient Président de l'Administration Municipale de Canton de Metz le 4 novembre 1795. Il le reste jusqu'à la suspension de la Municipalité le 24 mai 1796. Réélu le 26 mars 1797, il est destitué le 18 septembre 1797, lors du Coup d'État de Floréal An V. Il fera sous l'Empire une carrière de magistrat.

BAR (Jean-Étienne) (1749-1801). Procureur postulant au bailliage de Thionville, puis avocat à Thionville. Élu, le 8 septembre 1792, représentant de la Moselle à la Convention. Il siégea à la Montagne et vota la mort du Roi. Le 17 nivôse an IV, il fut élu au Conseil des Anciens. Un an plus tard, il le quitta et fut nommé Commissaire près les Tribunaux de Département du Bas-Rhin. Il se rallia au Coup d'État du 18 Brumaire. Nommé Président du Tribunal civil de Thionville, il mourut peu après le 12 ventôse an IX.

BARBÉ-MARBOIS (François) (1745-1837) est l'un des Messins les plus prestigieux de son temps. Il a fait de l'Ancien Régime à la Restauration une longue et belle carrière : diplomate, administrateur, député, ministre. Son premier poste fut celui de secrétaire de la Légation française à la Diète de Ratisbonne, il servit en Saxe et en Bavière. Il fut intendant de Saint-Domingue de 1785 à 1789. Entre-temps, il avait épousé une Américaine, Elisabeth Moore, de Philadelphie, et ne cacha jamais sa profonde sympathie pour les institutions américaines. Sous la Convention, il se retire à Metz. Persécuté pendant la Terreur, il revient sur le devant de la scène au début de l'année 1795 : nommé Maire de Metz en janvier, il conserve ses fonctions jusqu'à l'automne. Élu représentant au Conseil des Anciens en octobre 1795, il s'illustre par un travail actif dans cette Assemblée et par son activité politique au sein du Club de Clichy. En mai 1797, il est élu Président du Conseil des Anciens et assure de son ferme soutien le royaliste Barthélémy qui fait alors son entrée au Directoire. Quelques mois plus tard, Barbé-Marbois est atteint par la répression qui suit le Coup d'État de Fructidor An V : il est déporté à Cayenne. Il rentre en France en 1800. Ami du Consul Lebrun, il connaît dès les débuts du Consulat la faveur du nouveau pouvoir politique. Nommé en 1801 Conseiller d'État puis Directeur du Trésor Public, enfin Ministre du Trésor sous le Consulat, il devient Premier Président de la Cour des Comptes en 1808. Napoléon I^{er} le nomme sénateur en 1813.

La restauration des Bourbons n'interrompt pas son ascension. Il est nommé Garde des Sceaux en août 1815 et redevient Premier Président de la Cour des Comptes le 10 mai 1816. Ses services seront dignement récompensés : nommé grand officier de la Légion d'Honneur en 1803, il reçoit peu après le titre de comte. Il deviendra plus tard Grand Croix de la Légion d'Honneur et sera fait Marquis et pair de France sous la Restauration.

Cf. *Nouvelle biographie universelle* sous la dir. de M. le D^r HOEFER, Paris, Firmin-Didot, 1853, t. IV, p. 428. BÉGIN, *Biographie de la Moselle*, Metz, Verronnais, 1832, t. IV. PASSY, *Notice sur M. de Barbé-Marbois*, Extr. du *Recueil de la Société libre d'Agriculture, Sci., Arts et Belles-Lettres*, imp. Ancelle, Évreux, 1838, 32 p. E.W. LYON, *Le Directoire et Barbé-Marbois*, Extr. de la *Rev. d'Histoire Contemporaine, La Révolution française*, n° 16, 1938/4, Paris, Sirey, 20 p.

BARTHÉLÉMY (Nicolas) (1758-1816), juge de paix, officier municipal en 1791, élu 5^e député à la Convention le 6 septembre 1792, il n'y siégera pas pour raisons de santé. Membre du Comité de surveillance, il est délégué aux interrogatoires des détenus de la Maison d'arrêt. Nommé Maire de Metz le 20 brumaire an II (10 nov. 1793) par le représentant en mission Loisel, il reste en fonction jusqu'au 23 janvier 1795, date à laquelle Barbé-Marbois lui succède.

BECKER (Joseph) (1743-1812), né et mort à Saint-Avold, issu d'une famille modeste de cultivateurs, homme de loi à Saint-Avold. Élu juge de paix en 1790, il deviendra l'un des administrateurs du département de la Moselle. Élu député à la Convention le 8 septembre 1792, il siége à la Plaine. Il se prononce pour la réclusion dans le procès du Roi. Après le 9 thermidor, il est envoyé à Landau avec mission de combattre les terroristes et contribue au retour de près de 10 000 émigrés. Il sera élu

au Conseil des Anciens le 23 vendémiaire an IV. Rallié au Coup d'État du 18 Brumaire, il est nommé en l'an XII percepteur à vie des contributions directes de Saint-Avold. Il est le beau-père du général, puis maréchal, Molitor.

BLAUX (Nicolas-François), né à Rambervillers le 4 octobre 1729. Il était avocat quand il devint, le 1^{er} mai 1769, Procureur Syndic en l'Hôtel de Ville de Sarreguemines. Maire de Sarreguemines en 1789, il fut élu à la Convention le 7 septembre 1792. Décrété d'arrestation après la journée du 31 mai 1793, il obtint la faveur de rester chez lui pour cause de mauvaise santé. Il sera élu au Conseil des Anciens le 24 vendémiaire an IV. Il le quitte en l'an VI et se retire des affaires publiques.

BOUCHOTTE (Jean-Baptiste Noël) (1754-1840), né à Metz le 25 décembre 1754 de Jean Didier Bouchotte, Caissier de l'Extraordinaire des Guerres, et de Marie-Lucie George. Passé par le rang, il est promu lieutenant-colonel le 26 janvier 1793, après avoir fait la campagne de 1792 dans les hussards d'Esterhazy. Ministre de la Guerre le 4 avril 1793, devenu suspect, il démissionne le 25 mai suivant. Arrêté quelques jours après le 9 thermidor, accusé notamment d'avoir conspiré avec la Commune de Paris, accusé de concussion, il est au bout d'un an traduit devant le Tribunal Révolutionnaire d'Eure-et-Loire et acquitté. Il est promu adjudant général chef de brigade le 1^{er} jour complémentaire an VII. Il adhéra au 18 Brumaire dans l'espoir d'obtenir le grade de général de brigade mais il échoua dans cette tentative et vécut jusqu'à sa mort, survenue au Ban-Saint-Martin le 8 juin 1840, d'une petite pension de réforme.

CHAUFFIN (Pierre-Nicolas). Avocat au Parlement de Paris (22 août 1775) puis au Parlement de Metz (10 janvier 1785), homme de loi et défenseur officier à Metz pendant la Révolution. Nommé officier municipal lors de l'épuration de Mallarmé (21 mars 1794), il est élu officier municipal à Metz lors des élections de l'an IV, puis administrateur du département le 25 germinal an V, fonction dont il démissionna le 6 fructidor an V (23 août 1797). Il avait été Président du Tribunal Criminel du Département du 4 février au 19 octobre 1795. Il fera une carrière de magistrat sous le Consulat et l'Empire : attaché en 1803 aux Tribunaux de Metz en qualité de jurisconsulte, il est nommé le 7 août 1806 procureur impérial près le Tribunal d'arrondissement de Thionville et finit sa carrière, en 1828, comme juge honoraire au Tribunal de Metz.

CHONÉ (ou CHONEZ) (Charles), maître tanneur en 1789, membre du Comité Municipal en septembre 1789, de la Commune et de son Comité de surveillance en 1792, il fait partie du Conseil de la Commune renouvelé par Mallarmé le 10 novembre 1793 (20 brumaire an II) et que préside Barthélémy. Il demeure officier municipal lors de l'épuration de Genevois en janvier 1795 sous la Convention Thermidorienne. Il remplace le 14 brumaire an IV Morgue démissionnaire et connaît les tribulations de la Municipalité destituée en mai 1796, avant d'être triomphalement réélu le 16 mars 1797 (6 germinal an V) dans la Municipalité qui sera destituée lors du Coup d'État de Fructidor an V. Il est souvent confondu avec Jean-Baptiste Michel Chonez (1739-1811), ancien caissier, nommé officier municipal par Genevois en janvier 1795 et membre de la Société populaire épurée par Mazade au printemps de 1795.

COUTURIER (Jean-Pierre) (1741-1818). Avocat au Parlement de Metz, lieutenant civil et criminel au bailliage de Bouzonville (10 novembre 1779), il devient en 1790 juge au Tribunal du même district. Élu député à la Législative le 3 septembre 1791, il est réélu représentant à la Convention en 1792. Il était en mission lors du procès du Roi. Il s'illustra en 1793, lors d'une mission en Seine-et-Oise par sa lutte contre les prêtres réfractaires. Le 24 vendémiaire an V, il est élu membre du Conseil des Cinq-Cents et réélu le 24 germinal an VI. Hostile au Coup d'État de Bonaparte, il abandonna alors la vie publique.

GASPARD (Pierre-Georges) (1754-1834), marchand mercier. Il embrasse dès les débuts la cause de la Révolution et figure sur une liste des députés « réduits » de la ville de Metz au moment de l'élection des États Généraux. Il est élu officier municipal à l'occasion du scrutin des 12, 19 et 23 février 1790. En 1792, il est membre de la Commune et de son Comité de surveillance, dont il sera le secrétaire en décembre 1792 et janvier 1793. Il y siège activement et son influence grandit. Il est élu maire le 14 mars 1793. Pendant cette période agitée, son rôle est réduit par l'action de la Société populaire. Il est remplacé dans ses fonctions par Barthélémy le 10 novembre 1793, mais il sera nommé quelques mois plus tard en pluviôse an II (21 janvier 1794) administrateur du District. Il figure toujours parmi les membres de la Société populaire, après la seconde épuration de celle-ci le 11 germinal an III (31 mars 1795) par le très modéré représentant en mission de la Convention Thermidorienne J.B.-D. Mazade. Du 26 vendémiaire an IV (18 oct. 1795) au printemps de 1798, il est administrateur du Département de la Moselle. D'opinions jacobines très radicales, Gaspard dut sans doute évoluer vers plus de modération politique. Il est en effet un des rares rescapés de l'aventure révolutionnaire à avoir conservé des fonctions à coloration politique après le Coup d'État du 18 Brumaire : il est nommé conseiller municipal le 9 germinal an VIII.

GEORGY l'aîné (1734-1822), tanneur. Il est nommé juge au Tribunal de Commerce le 4 pluviôse an III (janvier 1795) lors de l'épuration du représentant en mission Genevois. Il est nommé administrateur provisoire de la Municipalité de Canton de Metz après la suspension de la Municipalité en mai 1796.

GILBRIN (Jean-Baptiste) (1767-1833), négociant. Membre du Comité révolutionnaire du District de Metz. Il figure sur une liste de 12 membres qui composent le Comité Révolutionnaire de Metz établi par la loi du 7 fructidor an III (24 août 1795). Officier municipal aux élections de l'an IV.

GIRAL (Paul-Abraham), né à Nyon (Suisse) en 1766. Il fut administrateur du Département lors de sa création. Accusateur public près le Tribunal de la Moselle, il est élu membre du Conseil des Cinq-Cents aux élections de l'an VI. Il se fera remarquer à la tribune de cette assemblée par quelques interventions techniques sur des projets de lois relatifs aux domaines nationaux engagés, à un impôt sur le sel, au système de cautionnement des agents hypothécaires. Jacobin extrémiste, Giral devait quitter définitivement la scène politique au lendemain du 18 Brumaire. Mort à Varize en 1849.

GUELLE (Charles-Michel) (1745-1806), notaire. Avait tenté sa chance lors des premières élections municipales et fut élu en février 1790. Il fut en revanche candidat malheureux aux fonctions de Maire lors des élections de novembre 1791. Il aurait, selon Paquet, manqué sa rentrée sur la scène politique en 1795, lors de l'épuration des autorités constituées effectuée par le représentant en mission Genevois, en espérant devenir Président du Département. Il refait surface après le Coup d'État de Fructidor an V : nommé par le Directoire membre de l'Administration municipale provisoire, il en deviendra le Président jusqu'aux élections du printemps 1798. L'*Annuaire* de Verronnais signale qu'il exerce en l'an VII les fonctions d'assesseur du juge de paix.

HUSSON (Jacques-Nicolas) (1754-1810), né à Chambley (Moselle), fils de Joseph Husson, buraliste, et de Marguerite Guiset, il entra dans les ordres. Rallié à la cause de la Révolution, il devint Président du Tribunal de District de Briey. Le 2 ventôse an V (20 février 1797) il est nommé Commissaire du Directoire près du Département de la Moselle, fonction qu'il abandonne au printemps de 1798. Il est élu le 24 germinal an VI (14 avril 1798) député de la Moselle au Conseil des Anciens, et réélu au Conseil des Cinq-Cents le 27 germinal an VII (17 avril 1799). Thirion

disait de lui qu'il était faible mais bon républicain. Rallié au Coup d'État de Bonaparte, il fut nommé le 28 floréal an VIII, Président du Tribunal Civil de Briey.

KARCHER (Henri) (1748-1811), fabricant né et mort à Bouquenom. En 1792, il est élu député suppléant à la Convention, où il remplace Anthoine décédé en 1793. Il y joue un rôle effacé. Il siégea aux Cinq-Cents en l'an IV, aux Anciens en l'an V, et se retira de la vie politique à l'expiration de son mandat pour renouer avec ses activités professionnelles.

LAJEUNESSE (Pierre-Charles) (1756-1814). Fils de Claude-François Lajeunesse, procureur au bailliage de Metz, qui mourut en 1782, il exerça d'abord la même fonction que son père. Il fut secrétaire général et membre de la Commune et de son Comité de surveillance jusqu'en 1795. Il occupa les fonctions de secrétaire général du Département de la fin de l'année 1792 à 1800. Décrit comme un homme intelligent et actif, Lajeunesse aurait « abusé de ses fonctions pour familiariser les esprits avec l'envoi de ses concitoyens innocents à l'échafaud ».

LAVAL (Barthélémy). Ancien boulanger, membre du Comité de surveillance et de la Société populaire, il fit partie des membres chargés par le représentant en mission Genevois d'épurer la Société le 4 pluviôse an III. Il est nommé membre de la Municipalité de Metz lors de la suspension de 1796, et l'est à nouveau lors de la destitution qui suivit le Coup d'État de Fructidor an VII en septembre 1797.

LECLERC (Jean-François) (1742-1819). Ancien Directeur de la Monnaie et membre de la Société populaire épurée en avril 1793 par le représentant de la Convention Thermidorienne Mazade, il est élu officier municipal en 1795. Ancien capitaine d'Infanterie, Chevalier de Saint-Louis, il deviendra ensuite assesseur du juge de paix. Le 30 mars 1800, un arrêté du Premier Consul le nomme membre du Conseil de Préfecture.

LEDANTU (Louis). Horloger, député des orfèvres en 1789, membre du Comité Patriotique élu le 9 août 1789, officier municipal en 1791, nommé membre du District de Metz le 26 janvier 1795. Il devient officier municipal le 11 brumaire an IV (2 novembre 1795) après la démission de Morgue. Il aurait été proposé pour les nominations de l'an VIII.

LEMAIRE (Hubert) (1750-1825). Avocat au Parlement de Metz, procureur postulant au Parlement de Metz le 10 octobre 1777. Il fut élu le 28 vendémiaire an IV député de la Moselle au Conseil des Cinq-Cents. Nommé par le Directoire Commissaire près de l'Administration Centrale en septembre 1797, il refusa cette nomination. Son élection fut annulée comme entachée de royalisme. Il devint juge au Tribunal Civil de Metz puis Commissaire auprès de ce même Tribunal le 28 floréal an VIII.

LHOTE. Négociant. Membre de l'Administration Centrale de Département, nommé après la destitution de l'ACD élue en mars 1796, puis membre de la Municipalité provisoire nommée en mai 1796, il démissionna de ses fonctions dès le 24 juin suivant.

MAFFERT, de Bouzonville, membre de l'Administration Centrale de Département nommée après la destitution de l'ACD élue en mars 1796. C'est un Jacobin exalté, sur lequel L.H. Albert porte un jugement sévère alors qu'il est proposé à une fonction de juge en application de la Loi du 19 fructidor an V : « sa profession première était vitrier, la seconde charcutier : ni l'une ni l'autre n'ont pu le faire vivre. Il a été nommé juge par Mallarmé et l'année derrière administrateur du Département par le Directoire. Ses capacités se bornent à ne pouvoir pas bien tuer un porc ni à

bien boucher un trou, et sa moralité ressemble à celle de son protecteur. Il est bien dévoué pour la chose actuelle, c'est un fait vrai, mais il la fera plutôt détester qu'aimer parce qu'il ne peut rien faire par lui-même ».

MARIAUCHEAU (Marc-Antoine) (1757-1802). Ancien acteur au théâtre, le personnage est peu connu sinon par sa carrière administrative sous la Révolution. Élu officier municipal en novembre 1791, il est membre de l'Administration Centrale du Département sous la Convention Thermidorienne. Il sera élu lors des premières élections à l'Administration Centrale de Département au début du Directoire. Il exerce en novembre et décembre 1795, avant la nomination de Didier Thirion, les fonctions de Commissaire provisoire du Directoire Exécutif.

MATHIEU de RONDEVILLE (François) (1728-1809). Avocat au Parlement de Paris en 1758, au Parlement de Metz en 1766, député aux États Généraux. Il est élu officier municipal en 1791, succède à François-Nicolas Anthoine, en tant que Maire de Metz : il est élu le 10 décembre 1792 à l'occasion du renouvellement intégral de tous les corps administratifs et judiciaires décidé par la Convention. Son mandat est bref : suspendu de ses fonctions le 14 mars 1793 par arrêté des représentants en mission, il est remplacé par P.G. Gaspard, mais demeure membre du Comité de surveillance. Certains de ses concitoyens lui reprochaient alors « une tiédeur pour la Révolution, des relations et de la familiarité avec des gens connus comme aristocrates », une certaine complaisance pour les ci-devant. Élu Président du Département en vendémiaire an IV (octobre 1795), il sera bientôt accusé d'opinions royalistes par le Commissaire du Directoire Thirion.

MENUISIER (Rémi-Pierre) (1747-1824). Conseiller correcteur des Comptes à l'Hôtel de la Monnaie. Il figure sur la liste de la Garde Nationale 1790-1791, âgé à cette époque de 43 ans. Il est coopté membre de la Municipalité en mars 1796 à la suite de la démission de Morgue élu lors des élections de vendémiaire an IV (octobre 1795). C'est tout ce que nous savons sur son éphémère carrière politique.

MERLIN (de Thionville) (Anthoine-Christophe) (1762-1833), fils d'un procureur au bailliage de Thionville, avocat au Parlement de Metz, membre de la Législative avant d'être élu à la Convention, où il sera le défenseur de Danton et de Camille Desmoulins. Entré au Comité de Sûreté Générale après le 9 thermidor, il prend part à la réaction thermidorienne. Il représente la Moselle pendant une session au Conseil des Anciens (élections de l'an V). Sa carrière politique s'active au lendemain du 18 Brumaire. Il se prononça ouvertement contre le Consulat à vie.

MEULLER (J.-B.). La personnalité et la carrière antérieure de cet administrateur du Département nous sont inconnues. Dans le sillage de Thirion, Meuller est nommé au Département en mars 1796 après la destitution de l'Administration Centrale élue. Il y reviendra après le Coup d'État de Fructidor an V.

MORGUE. Nommé agent national auprès de la Municipalité le 20 mai 1795, il est élu officier municipal aux élections de vendémiaire an IX. Il exerce les fonctions de Commissaire provisoire du Directoire auprès de la Municipalité de Canton avant la nomination de Viville. Il démissionne de ses fonctions d'officier le 11 brumaire an IV.

PÊCHEUR (Jean-Pierre) (1751-1808). Procureur au bailliage de Metz (1773) puis avocat, il exerce après 1789 diverses fonctions administratives : membre du District de Metz, puis du Directoire de District, agent national près de ce District (4 pluviôse an III, janvier 1795 - épuration de Genevois), Procureur général syndic du Département le 30 février an III (30 avril 1795, épuration de Mazade). Intègre et instruit, de plus en plus apprécié et estimé, il est élu député de la Moselle au Conseil des Anciens le 25 vendémiaire an IV (17 octobre 1795). Il manque d'être déporté au

moment du Coup d'État de Fructidor. Sous le Consulat et l'Empire il poursuit une belle carrière de magistrat : il sera Président du Tribunal d'Appel de la Moselle, et fait Chevalier de la Légion d'Honneur.

POTHIER (François) né en 1733. Directeur des subsistances de Metz, élu membre du Comité patriotique de Metz le 9 août 1789 puis du Comité Municipal en septembre. Il recevra à cette époque les félicitations de l'Assemblée des Trois Ordres pour l'accomplissement de ses fonctions. Actionnaire de la Caisse patriotique créée en août 1791, il est aussi acquéreur de biens nationaux. Notable dans le Conseil de la Commune lors de l'épuration de Genevois en janvier 1795 sous la Convention Thermidorienne, il est élu en 1795 administrateur du Département : il y sera alors plus spécialement chargé des problèmes de subsistances.

PURNOT (Claude) (1757-1845). Notaire, candidat malheureux à l'élection du Comité Municipal en 1789. Officier municipal en 1790, administrateur du District de Metz. Procureur-Syndic du District de Metz en 1792, puis administrateur du Département sous la Convention : il est reconduit dans ses fonctions par l'arrêté du représentant en mission Genevois le 4 pluviôse an III (25 janvier 1795), il fut membre de la Société Populaire sous la Convention Thermidorienne. En vendémiaire an IV, il est élu juge au Tribunal Civil. Il fut nommé adjoint au Maire lors des nominations de l'an VIII.

RENAULT (François). Né à Louvigny en 1742, huissier au Parlement. Il s'est lancé dans la politique dès les débuts de la Révolution. Élu le 9 août 1789 au Comité patriotique de la ville en tant que député des huissiers au Parlement, il est candidat malchanceux à l'élection au Comité Municipal. Son nom figure sur la liste des députés « réduits » de la Ville : il participa à ce titre à la rédaction des Cahiers de Doléances du Tiers-État messin. Officier municipal en 1790, il sera ensuite membre du District de Metz, dont il rédige pendant deux ans les délibérations. Élu à l'Administration Centrale de Département le 26 vendémiaire an IV (octobre 1795) réélu en floréal an V (mai 1797), il en devient le Président. Un arrêté consulaire du 30 mars 1800 le nomme membre du Conseil de Préfecture.

SILLY (Fiacre) (1760-1825), dessinateur. Membre de la Société populaire épurée par Genevois le 4 pluviôse an III sous la Convention Thermidorienne. Il est nommé administrateur provisoire de la Municipalité de Canton de Metz après le Coup d'État de Fructidor an V.

SIMONY (Pierre). Avocat à la Cour Souveraine de Nancy (16 mars 1772) puis au Parlement de Metz lors de son rétablissement en 1775. Élu officier municipal en vendémiaire an IV, ses compétences professionnelles sont dûment exploitées pendant son mandat : il sera principalement chargé de présider les Tribunaux de famille.

THIÉBAULT (Pierre) (1745-1806). Fils d'un procureur au Parlement, conseiller-échevin à Metz. Député au Conseil des Anciens pour la Moselle, il est nommé le 27 prairial an VIII greffier au Tribunal d'Appel de Metz. Il mourut dans ses fonctions.

THIRION (Didier) (1763-1815). A fait l'objet de longues notices biographiques (Cf. BEGIN, *Biographie de la Moselle*, t. IV, pp. 287-310, *Dictionnaire des Parlementaires français*, t. V, p. 410 notamment). Né à Thionville, professeur de rhétorique lorsqu'éclate la Révolution. Élu député à la Convention en septembre 1792, il rallie le parti Montagnard où il milite activement. Il sera l'un des secrétaires de la Convention en juin 1793. Il préside le Club des Jacobins en pluviôse an II. Farouche dénonciateur des excès de Robespierre, après le 9 thermidor... , il votera, dit-on, la suppression des Comités. Son destin national prend fin, mais il poursuit sa carrière politique en Moselle, où il sera à deux reprises Commissaire du Directoire

près l'Administration Centrale de Département (de décembre 1795 à décembre 1796, de juillet à novembre 1799). Thirion avait l'appui de Barras et des députés de la Moselle Giral et Bar, disent ses contemporains. Il lutta avec acharnement contre les éléments modérés du camp républicain. Les sources révèlent que de lourds soupçons pèsent sur sa probité et son honnêteté. Le 18 Brumaire marque la fin de sa carrière politique. Il devint professeur de belles-lettres à l'École Centrale de Namur, puis obtint une chaire de littérature latine à la Faculté des Lettres de Douai. Rentré en Moselle en 1814, il craignit les effets de l'ordonnance de proscription contre les régicides, songea à quitter la France pour l'Amérique et finalement s'empoisonna.

TOUSSAINT. Ancien sellier, membre du Conseil de la Commune dans la Municipalité de 1791, membre de la Société populaire en 1795, il est l'un des administrateurs provisoires de la Municipalité nommée par le Directoire en floréal an IV. Son nom figure sur une liste proposée le 25 fructidor an V (11 septembre 1797) après le Coup d'État de Fructidor par les représentants du peuple pour le remplacement des officiers municipaux destitués.

VESCO (Martin-Joseph) (1763-1814). Ébéniste, membre de la Commune, membre de la Société populaire, juré de jugement (an II, juin 1793), il sera encore nommé juré spécial de jugement par le Président de l'Administration Centrale de Département le 22 messidor an VII (10 juillet 1799) en vertu de l'art. 519 du Code des délits et des peines. Il est nommé par le Directoire administrateur provisoire de la Municipalité de Metz en septembre 1797 après le Coup d'État de Fructidor.

VINBOURG (Léopold) (1760-1826). Membre de la Commune de Metz et du Comité de surveillance, membre de la Société populaire épurée par Mazade sous la Convention Thermidorienne au printemps de 1795. Il fut coopté dans la première Municipalité élue du Directoire, après la destitution de Gilbrin.

VIVILLE (Claude-Philippe). Né à Metz le 15 janvier 1770, il est le fils de Dominique Viville, garde-sacs du dépôt des instances du Parlement de Metz, et d'Anne Le Payen, issue d'une famille de la bourgeoisie messine. Il devint avocat. Il afficha dès les débuts de la Révolution des opinions républicaines. Membre de la Société populaire dont il est secrétaire en 1793, nommé officier municipal en 1794 lors de l'épuration de Mallarmé, il est apparemment éliminé sous la Convention Thermidorienne (son nom ne figure plus sur la liste des membres de la Société épurée par le représentant en mission Mazade au printemps de 1794). Sa véritable carrière politique commence en 1795 : il est élu officier municipal en vendémiaire an IV et nommé quelques semaines plus tard Commissaire du Directoire près de la Municipalité de Metz, fonction qu'il conserva jusqu'au Coup d'État de Brumaire an VIII et qui lui offre l'occasion de développer son pouvoir et son influence à Metz. En l'an VII, le glissement de ses idées politiques est sensible : il abandonne peu à peu la cause républicaine, lutte de manière souterraine contre la Municipalité républicaine, provoque la débandade du camp républicain à Metz. Rallié au Coup d'État, il est nommé en germinal an VIII membre du Conseil de Préfecture, devient le 8 fructidor an XI secrétaire général de la Préfecture, fonction qu'il conservera jusqu'en 1814 et fut l'homme de confiance du Préfet Viennot de Vaublanc. Nommé membre de la Légion d'Honneur le 23 septembre 1814, il fut anobli par Louis XVIII en mars 1816. Dans un rapport au Directoire, le Commissaire Husson écrivait de lui le 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798) : « Homme précieux sous tous les rapports, passionné pour ses devoirs, détestant les factions et bravant leur haine... ». Mort le 20 février 1817.

Françoise CHEVALIER